

*Affaires courantes*

prêts aux petites entreprises apporte à ces entreprises n'est pas négligeable.

Ce n'est pas tout. L'autre problème, c'est que l'on semble croire que les subventions aux entreprises créent des emplois. À mon avis, madame la Présidente, et je le dis au ministre et à tous les députés, c'est probablement faux. En fait, lorsqu'une subvention permet de créer un emploi dans une entreprise, elle en fait disparaître un dans une autre entreprise parce que cette dernière doit payer plus d'impôts et des taux d'intérêt plus élevés pour pouvoir financer la subvention accordée à son concurrent. C'est là une situation trompeuse, pour ne pas dire plus.

Par ailleurs, en faisant cela, vous détournez des capitaux d'entreprises solides vers des entreprises qui bénéficient d'un soutien gouvernemental artificiel.

● (1540)

Une entreprise devrait pouvoir se tenir par ses propres moyens. Je félicite le ministre pour une chose, et c'est d'avoir dit que le gouvernement devrait créer un milieu où les entreprises privées pourraient prospérer. Là-dessus, je l'appuie à 100 p. 100. Je le félicite pour sa déclaration. Puisse-t-il aller de l'avant et prouver qu'il croit à ce qu'il dit en éliminant les programmes de subventions aux petites entreprises.

On a beaucoup fait pour le commerce et pour tenter de réduire le déficit de notre industrie touristique. On a laissé entendre qu'environ 100 millions de dollars seraient consacrés à l'industrie touristique, soit environ 50 millions pour la création d'une commission sur le tourisme et un autre 50 millions pour des campagnes de promotion—ce dernier chiffre n'est pas tout à fait juste puisque le budget de promotion était déjà de 15 millions de dollars. Cela veut dire que le montant consacré à la promotion fera plus que tripler.

Je demande au ministre et à la Chambre s'ils croient vraiment que, en dépensant trois fois plus d'argent au titre de la promotion, nous attirerons trois fois plus de touristes au Canada.

Madame la Présidente, à mon avis, il y aura peut-être une augmentation, mais elle ne sera pas directement proportionnelle à l'augmentation des dépenses publiques dans ce secteur.

Le ministre lui-même a dit il n'y a pas trop longtemps—et il le dit aussi dans son livre orange—que l'argent ne résout pas les problèmes. Dans ce cas, les gens les mieux placés pour résoudre le problème sont les entrepreneurs. Ils comprennent le milieu des affaires. Ils comprennent le marché. Ils connaissent la valeur de l'argent et savent comment dépenser cet argent de façon efficiente. Ils savent comment employer des gens. Ils savent comment tirer le meilleur de leurs employés. La solution n'est pas de dépenser sans compter. Nous devons reconnaître que cela s'applique à l'industrie du tourisme comme à toute autre industrie.

On dit, dans ce document stratégique qui a été présenté à la Chambre, que le programme d'infrastructure est une initiative novatrice importante. Tel qu'il existe actuellement, le program-

me d'infrastructure—c'est-à-dire, si je ne m'abuse, six milliards de dollars en plus des contributions versées par les gouvernements provinciaux et les administrations municipales—est une jolie source de fonds dont on s'est servie jusqu'à maintenant pour construire des choses comme des terrains pour le jeu de boules.

Nous devons reconnaître le programme d'infrastructure pour ce qu'il est. C'est un programme qui profite à certains endroits en particulier. Je tire vraiment mon chapeau au gouvernement de la Colombie-Britannique. La situation a peut-être changé depuis la dernière fois que j'ai regardé la liste mais, jusqu'à maintenant, je n'ai vu aucun cas où l'argent a été dépensé pour de véritables projets d'infrastructure comme des routes, des ponts, des aqueducs, des égouts et d'autres choses du genre. Ce sont là des projets valables, mais on ne saurait en dire autant de la construction de terrains pour le jeu de boules, des musées du canotage ou d'autres aménagements semblables.

Je veux maintenant parler d'une autre question qui concerne le programme des sciences et de la technologie. Le printemps dernier, ce programme a été examiné à l'échelle du Canada. Le secrétaire d'État a en effet rencontré des gens d'affaire et des groupes d'intérêts de toutes les régions du Canada pour discuter des mesures à prendre dans ce domaine.

Trois choses sont clairement ressorties. Des participants à diverses tables rondes, des gens très puissants, des personnes possédant une vaste formation, des spécialistes et de grands cerveaux ont fait de merveilleuses déclarations lors du forum qui a eu lieu ici, à Ottawa, à la mi-octobre. Quand j'examine les conclusions de ce forum et celles auxquelles on était arrivé en 1940, il y a 54 ans, force est d'admettre que, dans bien des cas, les problèmes évoqués aujourd'hui diffèrent très peu de ceux mentionnés il y a une cinquantaine d'années.

● (1545)

Quand un éminent journaliste a comparé ces conclusions, il a reconnu, entre autres choses, les répercussions infimes des applications industrielles issues des études technologiques et scientifiques réalisées dans le cadre de la R-D financée principalement par le gouvernement.

On dépense actuellement six milliards de dollars dans ce domaine, plus un milliard de dollars en crédits d'impôt, ce qui porte le total à sept milliards de dollars. Dans le rapport qu'il a rendu public cet automne, le vérificateur général dit lui-même que ces dépenses ne produisent pas de résultats ou d'applications efficaces. Nous n'obtenons pas les résultats que nous devrions obtenir.

Le moment est venu de reconsidérer la question, de ne pas refaire encore la même vieille réflexion. Nous savons quel est le problème. Il faut maintenant bâtir une économie qui sera novatrice et qui permettra aux entrepreneurs du secteur privé de réaliser des bénéfices et de créer de l'emploi pour tout le monde.